

## Note de Synthèse

### Conseil Communautaire du 04/06/2015 à 19h

### Salle des Fêtes d'Espenel

#### I. Approbation du compte rendu du 23 avril 2015

#### Thèmes Tourisme /Agriculture

#### II. Réseau des OTSI : convention, subvention 2015 et nomination des délégués (pièce jointe)

Le Président explique que le Réseau des OTSI Vallée de la Drôme a été créé en 1996 avec pour objectif d'harmoniser la promotion et la communication touristique, ainsi que les modes de travail, et de mutualiser certaines missions et des outils des OT et syndicats d'initiatives du territoire.

Le Réseau des OTSI Vallée de la Drôme a acté ses nouveaux statuts le 31 mars 2015. Ceux-ci prévoient 3 délégués à l'Assemblée Générale et 2 délégués au Conseil d'Administration par intercommunalité, contrairement à ce qui a été présenté et délibéré en janvier (respectivement 5 et 3).

Une convention d'objectifs a été travaillée pour une signature tripartite avec la CCVD et le Réseau. Cette convention définit :

- I. Les engagements et missions du Réseau des OTSI
  - Mission de promotion
  - Mise en marché
  - Animation technique, observation touristique, développement, numérique
2. La rédaction d'un plan d'actions annuel par le Réseau des OTSI
  - Arrêté avant le 30 octobre de chaque année pour l'année suivante
  - Transmis aux Présidents des CC avec mention, le cas échéant de l'aide sollicitée
3. Les engagements et missions des Communautés de Communes
  - Soutien au plan d'actions
  - Mise à disposition de locaux aux OT → mutualisation
  - Mise à disposition d'un(e) animateur(ice)/coordinateur(ice) à 80 %
4. Les relations contractuelles
  - Gouvernance : représentation des élus intercommunaux au CA du Réseau
  - La commission SMDVD et Copil CDDRA examineront les demandes de subvention
  - Durée de la convention : décembre 2015

Le Plan d'action pour 2015 est le suivant :

PREVISIONNEL FINANCEMENT ACTIONS RESEAU					
	Total action	CDDRA	CCVD	CCCPS	Réseau OTSI
Promotion journées patrimoine/métiers d'art	1000	500	250	250	
Traduction site et documents de promotion	3500		1200	1200	1100
Salon du randonneur	2800	1265	500	500	535
Voyage de presse eductour	1000	500			500
Communication presse	7500	3750	1300	1300	1150
<b>TOTAL</b>	<b>15800</b>	<b>6015</b>	<b>3250</b>	<b>3250</b>	<b>3285</b>

Le Réseau sollicite donc une subvention de la part de la CCCPS d'un montant de 3 250 €, montant prévu au budget 2015.

La commission Tourisme de la CCCPS propose :

- de valider cette convention d'objectifs,
- de valider le plan d'actions et la demande de subvention,
- et dans le cadre de l'évolution des statuts, soumet la candidature des 3 délégués initialement nommés au CA, à l'AG du Réseau, soit Vincent BEILLARD, Danièle BORDERES et Franck MONGE. Deux d'entre eux doivent être nommés pour le CA.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.***

### **III. Opération Train Veyn'Art 2015**

Le Président explique que la CC du Buëch Dévoluy organise pour la deuxième édition un train touristique qui va traverser entre autres, la Vallée de la Drôme les 17 et 18 juillet prochains.

Ce train (Micheline des années 70) peut accueillir jusqu'à 140 personnes.

Les enjeux touristiques sont :

- valoriser le territoire par des actions de promotion et d'animation dans les villes étapes : Saillans et Crest pour la CCCPS,
- mettre en valeur la voie ferrée.

Le budget de cette action est de 45 000 euros, elle est subventionnée notamment par la Région PACA et le CG des Hautes-Alpes. La demande de participation pour les Communautés de Communes de la Vallée de la Drôme est de 3 000 euros, à hauteur de 1 000 euros par structure.

Au vu de l'intérêt touristique du projet pour le territoire, de l'implication des acteurs locaux (dont le Réseau des OTSI, la commune de Saillans, des opérateurs privés...) pour l'organisation d'animation dans les villes étapes, le Bureau propose de participer à cette action.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette participation à hauteur de 1 000 € et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.***

## **Thème juridique**

### **IV. Espace du Bosquet : Révision du PV de mise à disposition**

Le Président explique qu'un procès-verbal de mise à disposition pour une partie de l'espace du Bosquet à Crest (Multi accueil et Dojo) a été signé en 2014 avec la commune de Crest. Au regard des besoins du pôle social en matière de spatialisation des activités, de création d'un espace identifié par la population, de diminuer les coûts de fonctionnement, il est proposé de réunir sur le site le multi accueil, le RAM et l'ALSH. Il a donc été négocié avec la commune de Crest d'intégrer l'ensemble de l'espace du Bosquet et de rendre l'espace aujourd'hui en location au CCAS (la salle d'activités de l'ALSH et le Bureau du RAM). Un avenant propose donc d'ajouter à la mise à disposition initiale la salle de motricité située en rez-de-chaussée et de supprimer la notion d'espace commun.

***Il est demandé au Conseil Communautaire, sur proposition du Bureau et de la Commission d'approuver l'avenant au Procès-verbal de mise à disposition, d'autoriser le Président à le signer ainsi que l'ensemble des actes afférents.***

## **V. Révision du PV de mise à disposition de la STEP de Saillans, achat du tènement foncier et cession d'une parcelle de terrain sur l'emprise de la STEP**

Dans le cadre du transfert de compétence validée par une délibération du 8 janvier 2014, la commune de Saillans met à disposition de la CCCPS la station d'épuration de Saillans dans le cadre d'un procès-verbal.

La commune souhaite bâtir un bâtiment technique pour le bon fonctionnement de ses services et s'est rapprochée de la CCCPS pour évaluer la faisabilité de cette construction dans l'enceinte de la STEP. Après avoir établi un relevé topographique, il ressort que la commune pourrait utiliser la partie nord de l'emprise de la station.

Pour cela, il est prévu :

- D'abroger le Procès-verbal de mise à disposition initial entre la commune de Saillans et la CCCPS ;
- D'acheter à la commune de Saillans les parcelles cadastrées section A2 164 (5 300 m<sup>2</sup>), 165 (1 230 m<sup>2</sup>), et 168 (3 640 m<sup>2</sup>) à l'euro symbolique.
- De vendre à la commune de Saillans les parcelles cadastrées section A2 164 a (381 m<sup>2</sup>), 165 c (651 m<sup>2</sup>) et 168 f (98 m<sup>2</sup>) issues de la division par document d'arpentage, soit un total de surface utile de 1 130 m<sup>2</sup>.

Il est précisé que les terrains issus de la division comportant la traversée d'une conduite d'assainissement, il sera procédé à l'établissement d'un sondage lors de la préparation des travaux pour positionner cette canalisation ainsi qu'à l'établissement d'une servitude de 3 mètres de part et d'autre de la canalisation, le cas échéant.

Il est précisé enfin que la commune de Saillans prendra à sa charge les frais de rédaction d'actes administratifs, de bornage du terrain et les frais liés à l'arrachage de la haie située au nord de la parcelle.

***A cette fin, il est proposé au Conseil Communautaire, suite à l'avis du Bureau :***

- ***D'abroger le PV de mise à disposition initiale ;***
- ***De procéder à un nouveau bornage du terrain d'assiette de la STEP***
- ***que la commune rétrocède à l'euro symbolique l'emprise totale de la STEP***
- ***que la CCCPS cède à la commune de Saillans à l'euro symbolique les parcelles A2 164a, 165c et 168f pour une surface totale de 1 130m<sup>2</sup>.***
- ***d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision***
- ***d'autoriser Yvan LOMBARD, Vice-Président à signer l'acte de vente des parcelles A2 164a, 165c et 168f pour une surface totale de 1 130m<sup>2</sup> dans le cadre d'un acte administratif***

## **VI. Désignation de Me GALLIARD en tant qu'avoué pour le dossier RUISI/AMAURIC**

Dans le cadre d'un litige entre un usager de la déchèterie, l'ex Communauté de Communes du Crestois et un agent technique, le juge a rejeté la requête de la collectivité visant à interdire les accès abusifs de cet usager et à demander réparation du harcèlement dont a fait l'objet l'agent technique de l'ex CCC.

***Afin d'interjeter appel de cette décision, il est demandé au Conseil Communautaire de désigner Me GALLIARD avocat de la collectivité en tant qu'avoué dans l'affaire RUISI AMAURIC et d'autoriser le Président à signer les actes afférents à cette décision.***

## **Thème énergie**

### **VII. Réalisation de deux supports de communication et de promotion de l'éco mobilité / Demande de subvention et convention de partenariat**

Le Président explique que suite à une auto-saisine du Conseil Local de Développement (CLD) de la Vallée de la Drôme, celui-ci a proposé aux intercommunalités de réaliser des supports de communication pour promouvoir l'éco mobilité sur le territoire. Le CLD a plus exactement défini 2 documents de communication :

- L'un de type « mémo transport » présentant l'ensemble des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle présents sur le territoire (transport à la demande, ligne TER, gare SNCF, covoiturage 0726, ligne de bus du CG26, taxis, loueurs de vélos..). Ce document aura pour objectif précis de porter à la

connaissance des habitants l'offre de services sur ces modes de transport. Il s'agira d'un document format carte de crédit dépliant. Ce premier document sera réalisé à l'échelle de la Vallée de la Drôme et du Diois, le CLD du Diois ayant souhaité s'associer à l'élaboration de ce document.

- Le second document, format A2, aura pour objectif de sensibiliser le grand public à l'éco mobilité. Il s'agira de réaliser un document recto verso : affiche de sensibilisation sur le recto avec un message accrocheur et au verso des informations adaptées aux différents types d'usagers. Ce document ne portera que sur la Vallée de la Drôme, le CLD du Diois n'étant pas prêt. Ces documents seront disponibles à l'impression et en ligne. Ils seront distribués auprès des habitants, dans les lieux publics et les entreprises du territoire. Le mémo transport sera imprimé à 20 000 exemplaires et l'affiche à 2 000 exemplaires.

Une convention de partenariat précisant le rôle et la participation de chacun sera signée entre le SMDVD pour la contrepartie du CLD (budget affecté au CLD), la CCVD et la CCCPS.

#### **Budget prévisionnel**

<b>Postes de dépense</b>	<b>Montant des opérations HT</b>
Frais de conception graphique	2 000 €
Frais d'impression (doc 1 * 20 000 impressions + doc 2 * 2 000 impressions)	5 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>7 000 euros</b>

#### **Plan de financement**

<b>Recettes</b>	<b>Montant de la participation en TTC</b>	<b>Taux d'intervention</b>
Région (CDDRA)	2 100 €	30 %
SMDVD	2 500 €	36 %
* Participation du Diois attendue CLD Diois		
CCVD	1 608 €	23 %
<b>CCCPS</b>	<b>792 €</b>	<b>11 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>7 000 euros</b>	<b>100 %</b>

***Il est proposé aux membres du Conseil Communautaire de se positionner sur cette demande de subvention au titre du CDDRA ainsi que le plan de financement adossé et la convention de partenariat entre les trois entités et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.***

### **VIII. Délibération de principe pour la création d'une SEM**

Le Président explique que la stratégie de la CCCPS votée au Conseil Communautaire du 29 janvier 2015 rappelle la volonté de l'intercommunalité d'accompagner le développement de la production d'énergies renouvelables et de se doter d'un outil financier facilitant cette dynamique.

Par ailleurs, plusieurs opportunités de projet communaux / intercommunaux se présentent (opportunités d'installation photovoltaïque sur les toitures communales, projet de création d'unité de méthanisation valorisant les boues de STEP, projet de création d'un bâtiment technique avec une toiture photovoltaïque, ...) et pour lesquelles la création d'un Etablissement Public Local (EPL) permettrait leur réalisation.

La création d'un EPL permet en effet de mutualiser l'investissement des collectivités sur un même projet et donne la possibilité par exemple de réaliser un projet sur une commune qui n'en a pas les moyens. La participation d'acteurs privés (banques, entreprises, citoyens) au capital de l'EPL permet de renforcer la capacité financière locale pour investir dans des projets de production d'ENR, allégeant ainsi les besoins d'investissement des collectivités.

Par ailleurs compte tenu des possibilités offertes par le statut des Sociétés d'Economie Mixte (SEM), cet outil apparaît plus opportun par rapport aux autres outils disponibles tels que la Société Publique Locale (SPL) ou encore

la Société d'Economie Mixte à Opération Unique (SEM OP). En effet, une SEM permet de faire entrer au capital, des acteurs privés et notamment de faire participer les citoyens.

L'objet principal de cette SEM sera de participer à des opérations de production d'énergies renouvelables sur le territoire.

Une SEM doit être constituée au minimum de 7 partenaires différents avec au minimum un acteur public et un acteur privé, sachant que le capital doit être au minimum détenu à 51 % et au maximum à 85 % par un acteur public.

Compte tenu de la complexité juridique et technique pour l'élaboration des statuts, la Communauté de Communes devra se faire accompagner. Deux solutions s'offrent à elle :

- Un accompagnement de la Fédération des Etablissements Publics Locaux (EPL) à travers une pré-adhésion ou
- Un accompagnement par un cabinet d'avocat.

***Il est proposé au Conseil Communautaire de se positionner sur le principe de création d'une SEM compte tenu des enjeux que cela représente pour le territoire et de permettre aux services techniques de l'intercommunalité d'engager le travail nécessaire pour étudier le projet, identifier des actionnaires et élaborer les statuts afin de constituer la Société d'Economie Mixte. Afin d'accompagner les services techniques dans l'élaboration des statuts, il est proposé aux membres du Conseil Communautaire d'approuver l'intervention d'un cabinet d'avocat ou la pré-adhésion à la Fédération des EPL et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.***

## **Thème Social**

### **IX. Restitution du service périscolaire aux communes de l'ex pays de Saillans : Convention (voir annexe)**

Le Président rappelle la délibération du 8 janvier 2014 qui prévoit la restitution du service périscolaire aux communes de l'ex Pays de Saillans (Aubenasson, Aurel, Chastel Arnaud, Espenel, La Chaudière, Rimon et Savel, Saillans, Saint Benoit en Diois, Saint Sauveur en Diois, Vercheny et Véronne) ainsi que la mise en place d'une convention pour en prévoir les modalités.

Un travail a été conduit avec les communes pour définir le contenu de cette restitution et a permis de construire la convention en annexe. Elle prévoit que la CLECT définira le montant de l'attribution de compensation versée aux communes en fonction du service restitué. Un premier travail a été conduit avec KPMG afin de proposer des principes de transfert. La CLECT se réunira durant le mois de juin pour les montants de l'Attribution de Compensation.

Le Président informe que les communes de l'ex Pays de Saillans se sont organisées pour créer un syndicat à vocation unique portant le service périscolaire de l'école de Saillans.

***Il est proposé aux membres du Conseil Communautaire d'approuver la convention de restitution du service périscolaire et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.***

## **Ressources Humaines**

### **X. Liquidation de retraite : convention CDG (voir annexe)**

*Vu la loi n°209 du 19 février 2007 ;*

*Vu la loi n° 84-53 du 23 janvier 1984 et son article 24 ;*

Le Président explique que pour la gestion des retraites des agents titulaires CNRACL (Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales), le Centre de Gestion de la Drôme apporte une assistance sur le contrôle ou la réalisation sur les processus matérialisés ou dématérialisés et les actes transmis à la CNRACL.

Les interventions du CDG 26 concernent les dossiers et processus suivants :

- la validation, la régularisation de services et le transfert de droits (rétablissement)

- la liquidation des droits à pension normale, d'invalidité et de réversion,
- la reprise d'antériorité des carrières (données administratives) et la pré-liquidation (données administratives et familiales).
- l'immatriculation de la collectivité

La tarification, effectuée par processus, nombre et type de mission varie de 20 € à 91 €.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se prononcer sur la convention assistance retraite 2015-2017.***

## **XI. Modification du poste animateur de la plateforme et ingénierie financière**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;
- Vu les différents décrets portant statut particulier, échelonnement indiciaire et durée de carrière du cadre d'emplois des Attachés territoriaux et les textes qui les ont complétés ;
- Vu la délibération de la collectivité du 29 janvier 2015 ;

Le Président rappelle qu'au Conseil Communautaire du 29 janvier 2015, il a été créé 2 postes pour BIOVALLEE :

- chargé(e) de mission animation de la plateforme et ingénierie financière à 0,9 ETP ;
- conseiller(ère) énergie habitat au sein de la plateforme de réhabilitation thermique (IETP).

Le poste à 0.90 ETP a été créé pour une personne susceptible de prendre le poste (son temps de travail était de 32h). Or, cette personne n'a pas accepté le poste. Ce poste de chargé(e) de mission animation de la plateforme et ingénierie financière nécessitait un temps complet.

***Considérant les besoins du poste, il est demandé au Conseil Communautaire de passer le poste de chargé(e) de mission animation de la plateforme et ingénierie financière à temps plein donc de créer un poste à 35h et de supprimer le poste à 32h.***

## **XII. Création d'un poste de conseiller des activités physiques et sportives (catégorie A)**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;
- Vu les différents décrets portant statut particulier, échelonnement indiciaire et durée de carrière du cadre d'emplois des Conseillers des Activités Physiques et Sportives et les textes qui les ont complétés ;
- Considérant les besoins du poste ;

Le Président explique que les Pôles Social et Sport sont aujourd'hui encadrés par un Directeur Adjoint (appartenant au cadre B). Ce poste requiert toute l'expérience et la technicité d'un cadre A, mais au vu de son expérience la responsabilité lui a été confiée dans l'attente de l'obtention du concours de catégorie A. Cet agent a réussi le concours de Conseiller des Activités Physiques et Sportives. Le Président et le Bureau proposent de créer un poste de la filière sportive de la catégorie A au cadre d'emploi des Conseillers des Activités Physiques et Sportives, sur un temps complet et de nommer l'agent dans ce nouveau cadre d'emploi.

Dès sa nomination, le poste actuel sera fermé.

**Il est demandé au Conseil Communautaire de créer un poste de la filière sportive de la catégorie A des cadres d'emploi des Conseillers des Activités Physiques et Sportives au grade de Conseillers des Activités Physiques et Sportives à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> août 2015 et de fermer le poste de la filière sportive de la catégorie B des cadres d'emploi des Educateurs des Activités Physiques et Sportives, au grade d'Educateur des APS principal 2<sup>e</sup> classe, à compter du 1<sup>er</sup> août 2015 et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.**

### **XIII. Nouveau tableau des effectifs**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée,
- Considérant la nécessité de mettre à jour le tableau des effectifs de la collectivité

Au vu des changements dans les effectifs mentionnés ci-dessus (poste Biovallée, poste Conseiller des Activités Physiques et Sportives), le président propose ce nouveau tableau. Suite à ces changements, les effectifs restent constants

Filière	Catégorie	Cadres d'emplois	Grades	Effectifs	Temps de travail
				Prévision CC 04/06/2015 au du	
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché principal	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché principal	1	Non complet 15%
Administrative	A	Attaché Territorial	Attaché	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché contractuel	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché contractuel	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché contractuel	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché contractuel	2	Temps complet
Administrative	A	Attaché Territorial	Attaché contractuel	0	32h
Administrative	A	Attaché Territorial	Attaché contractuel	1	35h
Administrative	A	Attaché Territorial	Attaché contractuel	1	35h
Administrative	B	Rédacteur Territorial	Rédacteur	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 2 <sup>e</sup> me classe	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 2 <sup>e</sup> me classe	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 2 <sup>e</sup> me classe	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 1 <sup>ère</sup> classe	1	Temps complet

Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 1ère classe	I	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 1ère classe	I	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 2è classe	I	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint Administratif 2è classe contractuel	I	30h
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint Administratif 2è classe contractuel	I	Temps complet
		<b>TOTAL DE LA FILIERE ADMINISTRATIVE :</b>		<b>20</b>	
Technique	B	Technicien	Technicien principal 1ère classe	I	Temps complet
Technique	C	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique principal 2è classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique principal 2è classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 1ère classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 1ère classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2è classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2è classe	I	6h00
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2è classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2è classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2è classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2è classe contractuel	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2è classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2è classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint Technique	Adjoint technique 2è classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint Technique	Adjoint technique 2è classe contractuel	I	27h30
Technique	C	Adjoint Technique	Adjoint technique 2è classe	I	Temps complet
		<b>TOTAL DE LA FILIERE TECHNIQUE :</b>		<b>17</b>	
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	I	28h
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	I	Temps complet
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	I	17h30
Sociale	C	Agent sociaux	Agents sociaux 2è classe	4	Temps complet
Sociale	C	Agents sociaux	Agents sociaux 2è classe	2	32h
Sociale	C	Agents sociaux	Agents sociaux 2è classe contractuel	I	30h
Sociale	C	Agents sociaux	Agents sociaux 2è classe contractuel	I	30h
		<b>TOTAL DE LA FILIERE SOCIALE :</b>		<b>11</b>	



Médico-social	C	Auxiliaire puéricultrice territorial	Auxiliaire puéricultrice Principal 2ème classe	1	30h00
Médico-social	C	Auxiliaire puéricultrice territorial	Auxiliaire de puéricultrice contractuel	1	Temps complet
Médico-Social	A	Infirmier en soins généraux	Infirmière contractuel	1	10h30
		<b>TOTAL DE LA FILIERE MEDICO-SOCIALE :</b>		<b>3</b>	
Animation	C	Adjoint Animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	1	22h75
Animation	C	Adjoint Animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	1	20h00
Animation	C	Adjoint Animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	1	15h50 -
Animation	C	Adjoint Animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	1	11h50
Animation	C	Adjoint Animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	1	11h00
Animation	C	Adjoint Animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	1	10h00
Animation	C	Adjoint animation	Adjoint animation 2è classe	1	Temps complet
		<b>TOTAL DE LA FILIERE ANIMATION :</b>		<b>7</b>	
Sportive	A	Conseiller Territorial des Activités Physiques et Sportives (ETAPS)	<b>Conseiller Territorial des Activités Physiques et Sportives</b>	1	<b>Temps complet</b>
Sportive	B	Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives (ETAPS)	<b>Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives Principal de 2è classe (ETAPS)</b>	0	<b>Temps complet</b>
		<b>TOTAL DE LA FILIERE SPORTIVE :</b>		<b>1</b>	

**Il est demandé au Conseil Communautaire de valider le tableau des effectifs tel que présenté ci-dessous.**

## Finances publiques

### XIV. Délibération sur acquisition de matériels d'entretien gazon (terrains sportifs)

Le Président donne connaissance au Conseil Communautaire d'un projet d'acquisition de matériels d'entretien de gazon : un décompacteur et un regarnisseur à doigt. Ces travaux sont initialement prévus sur le budget de fonctionnement pour un montant total de 24 000 euros (12 000 euros pour le rugby et 12 000 euros pour le terrain de foot sur Aouste sur Sye) en prestations.

Considérant que ce coût de prestation de service concernant l'entretien des terrains de foot et de rugby sera répétitif, il est proposé de reprendre ce service en régie.

Le Président propose l'acquisition d'un décompacteur pour 19 000 euros et d'un regarnisseur à doigt pour 3 800 euros. Le coût total HT est de 22 800 euros.

D'autre part, afin de mutualiser le matériel avec les communes, il est prévu avec la Commune de Crest de conventionner pour que la CCCPS puisse utiliser la sableuse/saleuse. Ce matériel servant l'hiver à la Commune et sur les autres saisons à la CCCPS. La convention d'utilisation fera l'objet d'une délibération au prochain conseil.

Il est proposé de souscrire à un emprunt.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur l'achat des matériels, sur le principe d'une convention de prêt avec la Ville pour la saleuse/ sableuse et d'autoriser l'emprunt.***

## **XV. Décision Modificative N°I sur BP CCCPS**

Au vu de cet achat, il est proposé de modifier de la façon suivante :

### **INVESTISSEMENTS DEPENSES** – Augmentation de crédit

Compte 2158 Matériel technique sur 5 ans : + 27 360 euros

Compte 1641 Remboursement Capital : + 4 100 euros

Compte 022 Dépenses imprévues : - 4 100 euros

### **INVESTISSEMENTS RECETTES** – Augmentation de crédit

Compte 1641 Emprunt sur 5 ans : + 22 872 euros

Compte 10222 FCTVA : + 4 488 euros

### **FONCTIONNEMENTS DEPENSES** – Virement de crédit du chapitre 11 au chapitre 66

Compte 611 Prestation de services : - 300 euros

Compte 6611 Intérêts : + 300 euros

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette décision modificative.***

## **XVI. Décision modificative STEP**

Le Président explique que suite à une erreur de frappe lors de la création du budget, il faut prendre une décision modificative

### **FONCTIONNEMENTS DEPENSES** – Virement de crédit

Compte 022 Dépenses imprévues : - 200 000 euros

Compte 678 Autres charges exceptionnelles : + 200 000 euros

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette décision modificative.***

## **Thème économie**

### **XVII. Espace culturel du Temple de Saillans : Convention de partenariat CCCPS/Communes et changement des tarifs de location**

Le Président explique que la salle culturelle du Temple de Saillans est aujourd'hui utilisée 10 semaines par an par le Théâtre de Nuit et animée 20 semaines par an par Faubourg 26.

Le constat aujourd'hui est la sous-utilisation de l'espace culturel due notamment au tarif élevé pour des associations et au manque de communication sur la disponibilité de la salle.

La salle du Temple est un équipement de qualité qu'il faut valoriser sur le territoire. La CCCPS n'a pas la compétence Culture, c'est pourquoi afin de dynamiser l'utilisation de l'espace culturel du Temple de Saillans et de faciliter son accès au plus grand nombre, le Bureau propose :

1. de créer un « Pass location » à destination des communes membres et des associations pour permettre des tarifs préférentiels ;
2. d'abaisser les tarifs de location journée à destination des entreprises, communes, associations ou autres (sans distinction territoriale).

	<b>Tarif</b>
<b>Entreprises, communes, associations ou autres (sans distinction territoriale)</b>	120 €/ Journée
<b>« Pass » Communes : 5 jours / validité 1 an</b>	480€
<b>« Pass » Communes : 10 jours/ validité 1 an</b>	840€
<b>« Pass » associations du territoire : 5 jours /validité 1 an</b>	480 €
<b>« Pass » associations du territoire : 10 jours/ validité 1 an</b>	840 €

Après l'achat du « pass », les communes pourront fixer librement le tarif de location auprès des associations culturelles à condition qu'il soit inférieur à l'achat du « pass » auprès de la CCCPS.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur ces nouveaux tarifs, de procéder à la création du PASS (et de sa convention) et d'autoriser le Président à signer les actes afférents à cette décision.***

## **XVIII. Désignation d'élus délégués aux instances de gouvernance de l'association Biovallée**

Le Président explique tout d'abord que les négociations entre les collectivités sur la Marque Biovallée est toujours en cours au vu des décisions du dernier Conseil Communautaire sur le montant de l'adhésion à l'Association. Malgré ces négociations, l'Association a modifié ses statuts et ce dans un souci d'ouverture vers la société civile et d'équilibre entre les collèges. De plus, pour permettre aux communes de siéger individuellement au sein du collège Institutions, les membres de l'Association souhaite revoir le nombre de représentants élus des collectivités au sein du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale.

Il est proposé que chaque intercommunalité dispose :

- De 1 membre délégué au Conseil d'Administration au lieu de 2,
- de 4 membres délégués à l'Assemblée Générale au lieu de 2.

Suite à ces modifications statutaires, les membres seront répartis selon 3 collèges de 6 membres. Le collège des Institutionnels sera constitué de 3 sièges pour les intercommunalités et de 3 sièges pour les communes.

Afin de répondre à ces modifications, la Communauté de Communes doit désigner 1 élu délégué au Conseil d'Administration parmi les 2 désignés à ce jour et 4 élus délégués pour l'Assemblée générale de l'association Biovallée.

***Il est proposé au Conseil Communautaire de désigner ses nouveaux membres : 1 élu délégué au Conseil d'Administration et 4 élus délégués à son Assemblée Générale.***